**Prise de notes de l’atelier du samedi aprem « poursuivre un partenariat sans pouvoir voyager »**

Assisted, petite asso d’éduc pop. Jumelage depuis 1998 entre Suresnes et la ville du Cap Haïtien. Programmes sur les déchets, l’éducation. Programme de 3 ans en 2015-2017, délégations croisées de jeunes + film sur les échanges. Beaucoup d’envies de prolonger, notre asso a été sollicitée pour prolonger les échanges.

Epuis 2018 pas de départ possible, pas de financements. On est quand même partis avec 3 jeunes pour réaliser une série documentaire. Recentrage sur le festisol et sur l’ECSI. Expo et animations, projo débat en nov 2021. 5-6 assos sur Suresnes et alentours : Sénégal (école), Liban (réfugiés), Burkina (handicap). Zone rouge, pas de départs possibles, communication difficile.

3 - 4 partenaires (potentiels) à Cap Haïtien. On n’est pas dans le cadre de la coopération de la ville.

Après le 1er projet, les échanges ont été continués sans implication de la ville.

Liens avec des acteurs en France : on vient d’intégrer le collectif Haïti de France. En contact avec d’autres assos en région parisienne. Mais chacun travaille sur son village ou son quartier.

Pas de financement de la mairie, mais une chargée de mission de la mairie est en soutien.

Sébastien y est allé plusieurs fois entre 2017 et 2020. Ça nous gêne de faire de l’ECSI sans associer nos partenaires à distance. Le lien se perd avec eux.

Y a-t-il une envie sur place de poursuivre les échanges ? Une asso fait un sommet des droits humains sur place. Quelle citoyenneté dans un pays sans état ? et en même temps il y a de l’entraide, et du sauve qui peut individuel.

Une dizaine dans l’asso, envie de repartir mais là-bas on ne peut pas repartir. On se demande si ce n’est pas dangereux pour les gens là bas de s’impliquer dans un tel projet.

Communauté haïtienne assez importante, environ 10 000 éparpillés en France. Certains n’y sont jamais retournés, ils ont peur.

Conseils du groupe :

* Demander aux partenaires ce qu’ils veulent eux, puis reprendre leur besoin pour en faire de l’ECSI ici. La défense des droits de l’homme (sécurité, réhabiliter une école, ou accès à l’eau…). Faire de l’ECSI sur le sujet que vous vous sentirez en capacité d’aider.
* Aujourd’hui blocage de la situation en Haïti + blocage des institutions qui financent. Continuer à convaincre et à maintenir le contact pour que les projets puissent repartir dès que possible.
* Agir sur les conditions en amont : la question des droits humains ici et là-bas.
* Importance de connaitre leur quotidien, savoir où en est l’histoire commune, que deviennent les réalisations de coopération, refaire l’historique ensemble pour mieux se projeter. Ne pas se limiter à la vision des médias.
* France Volontaires est à Haiti et pourrait donc faire venir des volontaires d’Haiti qui viennent en tant qu’ambassadeurs. Et préparer le terrain pour retourner.
* Financer des moyens matériels de communication (connexion internet, groupe électrogène...). Interroger des migrants qui viennent de quitter Haïti pour leur demander de témoigner.
* Refaire du plaidoyer auprès de la collectivité pour qu’elle ne se désengage pas totalement. Que l’élu sache ce qui a été fait précédemment par la ville, ce que ça a apporté aux habitants.
* Se rapprocher de grosses ONGS qui poursuivent des partenariats. Secours Catholique, Action Aid, Solidarité Laïque…
* Faire de l’ECSI sur ce que c’est que vivre dans un pays ou une zone où il n’y a plus d’Etat : parallèle avec RDC, Ukraine, etc.

Retours de Sébastien :

* Merci beaucoup pour les idées et le regard différent.
* Se requestionner sur qui nous sommes, comment on peut faire de l’ECSI, qu’est-ce qu’on a envie de faire, savoir ce qu’on est prêts à entendre. Comment se reprojeter, sur 2022 mais aussi sur 2023.
* Commencer par poser la question aux partenaires, leur dire où on en est, savoir comment ils voient les questions de citoyenneté, d’absence d’Etat, savoir s’ils acceptent que l’on partage cela et faire de l’ECSI à partir de ça.
* Aller voir les grandes ONGS c’est difficile, j’ai déjà essayé mais pas de retour. Intéressant d’autant que j’ai quelques amis expats mais je ne vois pas encore de quelle manière (sujet de plaidoyer ?). Par contre liens à creuser avec d’autres petites assos comme le collectif Haïti de France.
* Besoin d’investissement dans du matériel de communication.
* Peut-être imaginer un Festisol à Haïti, qui pourrait vivre indépendamment de notre coopération, en lien avec la semaine droits humains, et auquel nous pourrions nous raccrocher ?
* Continuer le plaidoyer local pour rappeler l’histoire et pousser pour que les actions de coopération soient construites avec les communautés haïtiennes de Suresnes. Mais peu d’espoir sur cette mandature a priori.
* On aimerait être dans le faire mais il faut se placer dans une vision de long terme et se dire que ce qu’on fait permet de préparer le terrain pour des actions futures.
* Volontariat de réciprocité, à monter avec ou sans la ville. Coopération entre Arras et la ville de Limonade en Haïti.
* Continuer sur la lancée des échanges vidéo, en lien privé pour protéger la sécurité des personnes.

Retours du groupe :

Importance du lien culturel, du voyage pour la découverte.

Importance de partager le quotidien, besoin de temps d’échanges.

Au Burkina Faso dans notre territoire de coopération il n’y avait plus de maire avec lequel travailler à cause des coups d’état, du terrorisme et du covid. Mais on peut travailler avec des jeunes et des orgas de la société civile, en partant de leurs besoins.

Possible d’apporter le festival Alimenterre pour faire le lien avec la crise climatique.

Enjeu d’aider les filles à étudier au Burkina : piste du parrainage ?